

3. Frais

Frais ponctuels prélevés avant ou après investissement	
Frais d'entrée	5% maximum
Frais de sortie	3% maximum
Le pourcentage indiqué, qui se fonde sur une estimation, est le maximum pouvant être prélevé sur votre capital avant que celui-ci ne soit investi. Il peut varier d'un exercice à l'autre. L'investisseur peut obtenir de son conseil ou de son distributeur le montant effectif des frais d'entrée et de sortie.	
Frais prélevés par le fonds sur une année	
Frais courants**	0.72%**
Frais prélevés par le fonds dans certaines circonstances	
Commission de performance	20% TTC de la surperformance nette par rapport à l'indice

** Du fait de la création du fonds, il n'y a pas de données disponibles concernant les chiffres de l'exercice précédent. Le pourcentage de frais indiqué correspond à une estimation des frais du 1er exercice. Ce pourcentage peut varier d'une année sur l'autre.

Pour plus d'information sur les frais, veuillez-vous référer au prospectus de cet OPCVM, disponible sur le site internet www.sanso-is.com.

Les frais courants ne comprennent pas : les commissions de surperformance et les frais d'intermédiation excepté dans le cas de frais d'entrée et/ou de sortie payés par l'OPCVM lorsqu'il achète ou vend des parts d'un autre véhicule de gestion collective.

Les frais et commissions acquittés servent à couvrir les coûts d'exploitation de l'OPCVM y compris les coûts de commercialisation et de distributions des parts, ces frais réduisent la croissance potentielle des investissements.

4. Performances passées

NA

Date de création de l'OPCVM : 16/06/2017
(agrément AMF le 30/05/2017)

Devise de calcul des performances passées de l'OPCVM : Euro

5. Informations pratiques

Dépositaire : BNP Paribas Securities Services, Société Anonyme, Etablissement de crédit, agréé par l'ACPR, situé au 3, rue d'Antin-75002 Paris.

Le prospectus et les derniers documents d'informations périodiques réglementaires, ainsi que toutes autres informations pratiques, sont disponibles gratuitement auprès de la société de gestion, sur simple demande écrite du porteur (SANSO Investment Solutions, 69 boulevard Malesherbes, 75008 Paris, France) ou via son site Internet (www.sanso-is.com).

La valeur liquidative peut être obtenue auprès de la société de gestion et sur son site Internet.

Selon votre régime fiscal, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de titres de l'OPCVM peuvent être soumis à imposition. Nous vous conseillons de vous renseigner à ce sujet auprès de votre conseiller fiscal.

La politique de rémunération des collaborateurs est disponible sur le site internet de la société : www.sanso-is.com

La responsabilité de Sanso Investment Solutions ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus de l'OPCVM.

Ce fonds est agréé en France et réglementé par l'Autorité des marchés financiers.
Sanso Investment Solutions est agréée en France et réglementée par l'Autorité des marchés financiers.
Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au 26/06/2017.

SANSO CARBON INITIATIVE TRENDS

OPCVM relevant de la directive 2009/65/UE

1. CARACTERISTIQUES GENERALES

CODE ISIN : FR0013251840 – part I.

FORME JURIDIQUE : Fonds Commun de Placement (FCP) de droit français.

DENOMINATION : FCP : Sanso Carbon Initiative Trends.

DATE DE CREATION ET DUREE D'EXISTENCE PREVUE : le FCP a été créé le 16/06/2017 pour une durée de 99 ans.

OPCVM à compartiments : Non.

OPCVM nourricier : Non.

SYNTHESE DE L'OFFRE DE GESTION:

Part	Code ISIN	Affectation des sommes distribuables	Périodicité de calcul de la valeur liquidative	Devise de libellé	Souscripteurs concernés	Fractionnement des parts	Montant minimum des souscriptions
I EUR	FR0013251840	Capitalisation	Quotidienne	Euro	Tous souscripteurs et plus particulièrement les institutionnels	Néant	1.000.000 euros(*) Souscription ultérieure : Néant

(*) A l'exception de la société de gestion, pour qui la souscription minimum est d'une part

LIEU OU L'ON PEUT SE PROCURER LE DERNIER RAPPORT ANNUEL ET LE DERNIER ETAT PERIODIQUE :

Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de :

SANSO Investment Solutions

69 boulevard Malesherbes, 75008 Paris, France

contact@sanso-is.com

2. ACTEURS

SOCIETE DE GESTION DE PORTEFEUILLE :

SANSO Investment Solutions

69 boulevard Malesherbes, 75008 Paris - France

Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'Autorité des marchés financiers le 19 octobre 2011 sous le numéro GP-11000033.

DEPOSITAIRE ET CONSERVATEUR :

Le Dépositaire de l'OPCVM est BNP Paribas Securities Services SCA, une filiale du groupe BNP PARIBAS SA située au 9, rue du Débarcadère 93500 PANTIN (le "Dépositaire"). BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, Société en commandite par actions immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 552 108 011 est un établissement agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et soumis au contrôle de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), dont le siège social est à Paris 2ème, 3, rue d'Antin.

Le Dépositaire exerce trois types de responsabilités, respectivement le contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion (comme défini dans l'article 22.3 de la directive UCITS 5), le suivi des flux espèces de l'OPCVM (comme défini à l'article 22.4) et la garde des actifs de l'OPCVM (comme défini à l'article 22.5).

L'objectif premier du Dépositaire est de protéger l'intérêt des porteurs / investisseurs de l'OPCVM, ce qui prévaudra toujours sur les intérêts commerciaux.

Des conflits d'intérêts potentiels peuvent être identifiés notamment dans le cas où la Société de Gestion entretient par ailleurs des relations commerciales avec BNP Paribas Securities Services SCA en parallèle de sa désignation en tant que Dépositaire (ce qui peut être le cas lorsque BNP Paribas Securities Services calcule, par délégation de la Société de gestion, la valeur liquidative des OPCVM dont BNP Paribas Securities Services est Dépositaire ou lorsqu'un lien de groupe existe entre la Société de gestion et le Dépositaire).

Afin de gérer ces situations, le Dépositaire a mis en place et met à jour une politique de gestion des conflits d'intérêts ayant pour objectif :

- L'identification et l'analyse des situations de conflits d'intérêts potentiels
- L'enregistrement, la gestion et le suivi des situations de conflits d'intérêts en :
 - o Se basant sur les mesures permanentes en place afin de gérer les conflits d'intérêts comme la ségrégation des tâches, la séparation des lignes hiérarchiques et fonctionnelles, le suivi des listes d'initiés internes, des environnements informatiques dédiés ;
 - o Mettant en œuvre au cas par cas :
 - ✓ des mesures préventives et appropriées comme la création de liste de suivi ad hoc, de nouvelles murailles de Chine ou en vérifiant que les opérations sont traitées de manière appropriée et/ou en informant les clients concernés
 - ✓ ou en refusant de gérer des activités pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts.

Description des éventuelles fonctions de garde déléguées par le Dépositaire, liste des délégataires et sous-délégataires et identification des conflits d'intérêts susceptibles de résulter d'une telle délégation

Le Dépositaire de l'OPCVM, BNP Paribas Securities Services SCA, est responsable de la garde des actifs (telle que définie à l'article 22.5 de la Directive 2009/65/CE modifiée par la Directive 2014/91/UE). Afin d'offrir les services liés à la conservation d'actifs dans un grand nombre d'Etats, permettant aux OPCVM de réaliser leurs objectifs d'investissement, BNP Paribas Securities Services SCA a désigné des sous-conservateurs dans les Etats où BNP Paribas Securities Services SCA n'aurait pas de présence locale. Ces entités sont listées sur le site internet suivant :

<http://securities.bnpparibas.com/solutions/asset-fund-services/depositary-bank-and-trustee-serv.html>

Le processus de désignation et de supervision des sous-conservateurs suit les plus hauts standards de qualité, incluant la gestion des conflits d'intérêt potentiels qui pourraient survenir à l'occasion de ces désignations.

Les informations à jour relatives aux points précédents seront adressées à l'investisseur sur demande.

CENTRALISATEUR DES ORDRES DE SOUSCRIPTION ET DE RACHAT :

Centralisateur des ordres de souscription ou de rachat : SANSO Investment Solutions

Centralisateur des ordres de souscription ou de rachat par délégation : BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES.

La société de gestion s'assure que les critères relatifs à la capacité des souscripteurs ou acquéreurs ont été respecté et que ces derniers ont reçus l'information requise.

PRIME BROKER : Néant.

COMMISSAIRE AUX COMPTES :

DELOITTE et Associés

185 Avenue Charles de Gaulle 92524 NEUILLY SUR SEINE Cedex

Représenté par Monsieur Jean-Marc LECAT

COMMERCIALISATEUR : Néant.

DELEGATAIRE DE LA GESTION COMPTABLE :

BNP PARIBAS Securities Services SCA

3, rue d'Antin, 75002 Paris - France.

Adresse postale : Petit Moulin de Pantin, 9 rue du débarcadère, 93500 Pantin - France.

Elle consiste principalement à assurer la gestion comptable de l'OPCVM et le calcul des valeurs liquidatives. Le délégataire de la gestion comptable assure les fonctions d'administration des fonds (comptabilisation, calcul de la valeur liquidative).

3. MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

3.1 - CARACTERISTIQUES GENERALES

CARACTERISTIQUES DES PARTS OU ACTIONS :

CODE ISIN : Part I : FR0013251840 - Valeur liquidative d'origine : 1 000 euros.

NATURE DU DROIT ATTACHE A CHAQUE PART : L'investisseur dispose d'un droit de propriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

PRECISIONS SUR LES MODALITES DE GESTION DU PASSIF :

Dans le cadre de la gestion du passif du fonds, les fonctions de centralisation des ordres de souscription et de rachat, ainsi que de tenue de compte émetteur des parts sont effectuées par le dépositaire BNP Paribas Securities Services par délégation. L'administration des parts est assurée en Euroclear France. Toutes les parts sont au porteur.

DROIT DE VOTE : Aucun droit de vote n'est attaché aux parts du fonds, les décisions étant prises par la société de gestion.

FORME DES PARTS : Au porteur. L'OPCVM est admis en Euroclear France.

DECIMALISATION : Néant pour la part I.

DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE : Dernier jour de bourse du mois de décembre (premier exercice : dernier jour de Bourse de Paris du mois de décembre 2017).

INDICATIONS SUR LE REGIME FISCAL :

L'OPCVM n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés.

Selon le principe de transparence, les produits encaissés par l'OPCVM sont imposés entre les mains des porteurs résidents lorsqu'ils sont effectivement distribués et les plus-values réalisées par l'OPCVM sont normalement taxables à l'occasion du rachat des parts par les porteurs.

3.2 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Code ISIN : Part I : FR0013251840.

CLASSIFICATION : Actions Internationales.

OBJECTIF DE GESTION :

L'OPCVM a pour objectif de surperformer, sur un horizon minimum de cinq ans, l'indice MSCI World Index Euro, dividendes réinvestis. L'objectif sera réalisé en investissant dans les actions des grandes capitalisations des marchés développés en mettant en œuvre la stratégie propriétaire « Sanso Carbon Initiative Trends amLeague » qui applique un filtre sur des critères ESG et sur la gestion en dynamique du risque carbone.

L'OPCVM n'a pas vocation à être géré selon une approche « Low Carbon » mais selon une approche dynamique de la gestion carbone. De ce fait il n'y a pas l'assurance que l'OPCVM ait une empreinte carbone substantiellement inférieure à celle de son indice de référence. Les portefeuilles notionnels sélectionnés pourront être gérés selon des stratégies de plusieurs natures : Low Carbon, Best Effort, réduction carbone... In fine, l'OPCVM mettra en œuvre une stratégie de réduction carbone.

STRATEGIE PROPRIETAIRE :

La stratégie propriétaire « Sanso Carbon Initiative Trends amLeague », exprimée en euro, est la stratégie propriétaire de référence de l'OPCVM.

La stratégie « Sanso Carbon Initiative Trends amLeague » est une stratégie d'investissement sur le marché des actions de grandes capitalisations des marchés développés. Elle repose exclusivement sur les valeurs figurant dans l'indice MSCI World Index Euro, dividendes réinvestis, représentatif des plus grosses capitalisations boursières de 24 marchés développés dans le monde.

Elle est établie par Cedrus dans le cadre de son activité de conception de stratégie en partenariat avec amLeague.

La stratégie propriétaire « Sanso Carbon Initiative Trends amLeague » consiste à analyser sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs, à sélectionner de façon discrétionnaire et à agréger au minimum trois et maximum cinq gestions « notionnelles » délivrées par les sociétés de gestion participant au mandat 'Global Low Carbon' sur la plateforme d'amLeague.

amLeague propose aux sociétés de gestion de participer à une opération de comparaison de gestion de portefeuilles dans un cadre transparent sur des classes d'actifs traditionnelles simples selon des règles d'investissement édictées par amLeague avec ses adhérents investisseurs institutionnels. Dans ce cadre public, les styles, capacités et niveaux de risques de chaque société de gestion participante apparaissent de façon transparente, librement accessible. Ainsi, chacun des participants au mandat amLeague 'Global Low Carbon' (sur base volontaire) gère sur la plateforme informatique dédiée et sécurisée d'amLeague un compte dit "notionnel" (portefeuille papier) dont les résultats sont ensuite publiés sur le site www.am-league.com.

amLeague dispose de tous les actes de gestion des différents acteurs participant à cette comparaison des gestions ainsi que de leur portefeuille « notionnel » en temps réel. Les portefeuilles amLeague sont investis à 100% sur des actions composant l'indice MSCI World Index Euro, dividendes réinvestis. En tant que simple base de données, amLeague est neutre par nature. amLeague est administrateur et agent de calcul de la stratégie propriétaire « Sanso Carbon Initiative Trends amLeague ». amLeague n'a pas d'opinion et n'émet aucun avis concernant les résultats ou les données de gestion des différentes sociétés participantes.

INDICATEUR DE REFERENCE :

L'indice de référence est l'indice MSCI World Index Euro, dividendes réinvestis.

L'indice MSCI World Index Euro, dividendes réinvestis, est disponible sur le site www.msci.com. Cet indice, publié par Morgan Stanley Capital International, est représentatif des plus grosses capitalisations boursières de 24 marchés développés dans le monde. Il est exprimé en euro et les dividendes sont réinvestis. Le code Bloomberg est MSDEWIN.

Il faut cependant noter que la gestion de l'OPCVM n'étant pas indicielle, la performance de l'OPCVM pourra, le cas échéant, s'écarter sensiblement de cet indicateur de référence.

A titre de comparaison avec l'OPCVM Sanso Carbon Initiative Trends, l'indice MSCI World Index Euro, dividendes réinvestis, sera retenu en tant qu'indicateur de référence a posteriori pour l'appréciation des performances passées.

STRATEGIE D'INVESTISSEMENT :

a) Stratégie utilisée

La stratégie de gestion du fonds consiste à construire un portefeuille à partir de la sélection de gérants inscrits sur la plateforme amLeague et participant au mandat 'Global Low Carbon'. Cette stratégie propriétaire est dénommée « Sanso Carbon Initiative Trends amLeague ».

Ainsi l'OPCVM est exposé aux actions composant la stratégie propriétaire « Sanso Carbon Initiative Trends amLeague », en respectant les pondérations résultant de l'agrégation des portefeuilles sélectionnés par Cedrus sur la plateforme amLeague Actions Global Law Carbon lors de chaque rebalancement.

L'OPCVM est exposé, au lancement et à la suite de chaque rebalancement de la stratégie propriétaire « Sanso Carbon Initiative Trends amLeague », jusqu'à 100% en actions internationales comprises dans l'indice MSCI World Index Euro, dividendes réinvestis. Tout détachement de dividendes sera automatiquement perçu en cash par l'OPCVM et sera réinvesti lors du prochain rebalancement de la stratégie propriétaire « Sanso Carbon Initiative Trends amLeague ».

amLeague est administrateur et agent de calcul de la stratégie propriétaire « Sanso Carbon Initiative Trends amLeague ».

Code interne de la stratégie propriétaire « Sanso Carbon Initiative Trends amLeague »: CCIT amLeague.

Publication : Le détail de la composition de la stratégie propriétaire est disponible sous licence. Les noms des sociétés de gestion sélectionnées et l'historique des cotations de la stratégie propriétaire sont disponibles librement sur le site internet www.am-league.com

b) Construction de portefeuille :

La construction du portefeuille est effectuée sur la base de travaux qualitatifs et quantitatifs. La construction du portefeuille résulte de la mise en œuvre de la stratégie propriétaire « Sanso Carbon Initiative Trends amLeague »

La méthodologie de construction du portefeuille résultant de cette stratégie suit différentes étapes :

1. Sur la plate-forme internet amLeague, les sociétés de gestion participant au mandat '*Global Low Carbon*' gèrent un portefeuille notionnel d'actions internationales. Chaque société de gestion est responsable de la gestion de son portefeuille avec la possibilité de passer des ordres à tout moment.
2. Les contraintes de gestion sont notamment pour chaque gérant :
 - Portefeuille exclusivement composé d'actions cotées faisant partie du MSCI World
 - Déviation maximale vis-à-vis de chacun des secteurs GICS : poids du secteur dans le MSCI World +/- 50% de ce poids.
3. amLeague calcule l'empreinte carbone et les notes ESG des portefeuilles en s'appuyant sur des données fournies par MSCI ESG Research.
4. amLeague publie sur son site Internet des données financières, ESG et carbone pour chacun des portefeuilles ce qui permet de comparer les résultats en toute transparence.

5. Trimestriellement¹, un comité composé de l'équipe de gestion de Sanso Investment Solutions, analyse et compare les résultats de chacun des gestionnaires, tant du point de vue de la performance et du risque que sur les indicateurs carbone et ESG. L'analyse est réalisée sur des indicateurs quantitatifs, notamment la capacité des gérants à surperformer le MSCI World en Euros, mais également qualitatifs notamment en se basant sur des échanges avec les gérants.

- Pour la partie ESG :

Sanso Investment Solutions analyse les notes des 9 critères établis par amLeague en s'appuyant sur les données fournies par MSCI EGS Research.

Sanso Investment Solutions se concentre plus particulièrement sur les notes agrégées « ESG » et « environnement ». Ces notes synthétiques sont fournies par l'agence MSCI ESG ; elles reprennent 15 indicateurs clés sur la partie « environnement » (émissions carbone, opportunités dans les industries vertes, gestion des ressources en eau...) et 37 indicateurs pour l'indicateur synthétique ESG (gestion des ressources humaine, composition du conseil d'administration, gestion de la chaîne d'approvisionnement...). La méthode de notation est celle développée par MSCI ESG ; elle compile un très grand nombre d'indicateurs sur chaque entreprise du MSCI World.

- Pour la partie carbone :

Cedrus analyse l'empreinte carbone des portefeuilles qui est évaluée par amLeague en rapportant les émissions scope 1 et 2 au chiffre d'affaires et à la capitalisation boursière. amLeague calcule également le score « carbon risk management » en s'appuyant sur MSCI ESG Research qui évalue les pratiques des entreprises pour améliorer leur empreinte carbone et gérer leur exposition au risque climat. Les critères utilisés sont l'indicateur « carbon risk management » produit par MSCI ESG, ainsi que les données d'émissions carbone évaluées par millions d'euros de CA et par millions d'euro de capitalisation boursière.

Sanso Investment Solutions utilise l'ensemble de ces indicateurs dans son processus de prise de décision de manière discrétionnaire en appréciant de manière qualitative les progressions en tendance sur chacun des indicateurs observés (type « best effort »). La prise en compte de ces critères est réalisée en même temps que la prise en compte des critères financiers. Nous analysons la qualité globale ESG et Carbone de chacun des portefeuilles notionnels analysés et non la qualité de chacun des titres composant ces portefeuilles. La méthodologie est susceptible d'évoluer en fonction des avancées sur la mesure de l'empreinte carbone des émetteurs.

Enfin, des simulations de combinaisons de portefeuilles sont réalisées afin d'étudier le comportement des performances, des risques et des agrégats ESG et liés au carbone.

6. En fonction de ces analyses, le comité sélectionne des gestionnaires de manière discrétionnaire. L'objectif final est d'obtenir à minima pour l'ensemble du

¹ Le comité peut néanmoins se réunir à tout moment en fonction des configurations de marché

portefeuille une empreinte carbone mesurée soit à partir du critère M€ de Chiffre d’Affaires / Tonnes de CO2, soit à partir du critère M€ de Capitalisation Boursière / Tonnes de CO2, meilleure que celle de l’indice de référence.

7. Le directeur de la gestion est le décisionnaire final. Le comité, décide du nombre de gestionnaires sélectionnés, qui est de 3 au minimum et 5 au maximum et de la pondération de chacun avec un poids minimum de 10% par gestionnaire. Ces décisions sont rédigées au sein d’un Procès-Verbal.
8. La société amLeague calcule et fournit la composition et la pondération sur chacun des titres composant le portefeuille construit à partir de la sélection de gérants effectuée par Sanso Investment Solutions. Ce calcul est réalisé en concaténant les portefeuilles sélectionnés (en fonction de la pondération de chacun).
9. Sanso Investment Solutions implémente le portefeuille résultant.
10. amLeague n'a pas d'opinion et n'émet aucun avis concernant les résultats ou les données de gestion des différentes sociétés participantes.

PRINCIPALES CATEGORIES D'ACTIFS UTILISES :

a) Actions :

L’OPCVM est investi à hauteur de 90% au moins et jusqu’à 100% en actions internationales comprises dans l’indice MSCI World Index Euro, dividendes réinvestis, représentatif des plus grosses capitalisations boursières de 24 marchés développés dans le monde. L’OPCVM pourra être investi en petites, moyennes et grandes capitalisations, de tous secteurs d’activité.

b) Titres de créances et instruments de taux : Néant.

c) Parts ou actions d’autres OPC :

Les liquidités pourront être investies sur des OPCVM et/ou des FIA monétaires, gérés ou non par la société de gestion, dans la limite de 10 % de l'actif net.

d) Instrument dérivés : Néant.

e) Dépôts : L’OPCVM peut recourir à des dépôts dans le cadre de la gestion des liquidités, dans la limite de 10 % de l'actif net.

f) Emprunts d’espèces : L’OPCVM peut recourir de manière accessoire et temporaire à des emprunts d’espèces dans la limite de 10% de l’actif net.

g) Acquisition et cession temporaire de titres : Néant.

PROFIL DE RISQUE :

L’investisseur s’expose au travers de l’OPCVM principalement aux risques suivants :

- Risque de perte en capital : Le porteur ne bénéficie pas d’une garantie en capital.

- Risque actions : l'OPCVM étant investi en actions internationales, il comporte des risques liés à l'exposition sur ces marchés. Le risque actions correspond au risque de baisse de la valeur des actions auxquels les actifs de l'OPCVM sont exposés compte tenu des variations importantes des marchés des actions. Il concerne également les actions de petites et moyennes capitalisations.
- Risque lié à la gestion discrétionnaire : Le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés notamment sur le marché des actions. Il existe un risque que l'OPCVM ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.
- Risque de change : Le porteur pourra être exposé à un risque de change. Certains éléments de l'actif sont exprimés dans une devise différente de la devise de comptabilisation de l'OPCVM ; de ce fait, l'évolution des taux de change pourra entraîner la baisse de la Valeur Liquidative de l'OPCVM.
- Risque que l'objectif de gestion de l'OPCVM ne soit que partiellement atteint : Rien ne garantit que l'objectif de gestion de l'OPCVM de surperformer le MSCI World en euros soit atteint par la mise en œuvre de la stratégie propriétaire « Sanso Carbon Initiative Trends amLeague ». il faut également tenir compte de certains facteurs pouvant impacter la performance :
 - la performance des gérants sélectionnés par rapport à l'indice MSCI World Euro ;
 - la gestion des pondérations du portefeuille par rapport à la stratégie propriétaire « Sanso Carbon Initiative Trends amLeague » intégrées;
 - certaines valeurs composant la stratégie propriétaire « Sanso Carbon Initiative Trends amLeague » pourraient être temporairement indisponibles ou des circonstances exceptionnelles pourraient avoir pour conséquence de provoquer des distorsions dans les pondérations du portefeuille par rapport à la stratégie propriétaire « Sanso Carbon Initiative Trends amLeague ».

GARANTIE OU PROTECTION :

L'OPCVM ne bénéficie d'aucune garantie ou protection.

SOUSCRIPTEURS CONCERNES ET PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE :

L'OPCVM est tous souscripteurs et plus particulièrement les investisseurs institutionnels.

L'OPCVM est destiné aux souscripteurs qui recherchent une exposition importante aux marchés actions.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans l'OPCVM dépend du niveau de risque que l'investisseur souhaite prendre. Ce montant dépend également de paramètres inhérents au porteur, notamment sa situation patrimoniale et la composition actuelle de son patrimoine financier. La constitution et la détention d'un patrimoine financier supposent une diversification des placements. Aussi, il est recommandé à toute personne désireuse de souscrire des parts de l'OPCVM de contacter son conseiller habituel pour avoir une information ou un conseil, plus adapté à sa situation personnelle.

Durée de placement minimum recommandée : 5 ans et plus.

Par ailleurs les parts de l'OPCVM ne pourront être ni offertes, ni vendues à des investisseurs résidents institutionnels américains ou aux sociétés, associations ou autres entités créées ou régies selon les lois des Etats-Unis.

MODALITES DE DETERMINATION ET D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES :
Capitalisation.

MODALITES DE SOUSCRIPTION ET DE RACHAT :

Les demandes de souscriptions et de rachats sont centralisées quotidiennement par l'établissement en charge de cette fonction (BPSS) chaque jour de valorisation jusqu'à 10 heures. Les demandes de souscriptions et de rachats sont exécutées sur la base de la valeur liquidative calculée sur les cours de clôture de bourse du jour ouvré suivant (J+1) la réception de l'ordre (J), à cours inconnu. Elles sont réglées à J+3 ouvré, J étant le jour de centralisation.

Les demandes de souscriptions peuvent porter sur un montant et/ou un nombre entier de parts.

Les demandes de rachat portent sur un montant et/ou un nombre entier de parts.

Les souscriptions par apport de titres sont autorisées.

Dans le cadre des dispositions du prospectus, les souscriptions et les rachats de parts de l'OPCVM peuvent être effectués auprès des intermédiaires financiers habituels des porteurs. Les investisseurs entendant souscrire des parts et les porteurs désirant procéder aux rachats de parts sont invités à se renseigner directement auprès de leur établissement commercialisateur habituel, sur l'heure limite de prise en compte de leurs demandes de souscription et de rachat, cette dernière pouvant être antérieure à l'heure de centralisation mentionnée ci-dessus.

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur et diminuer le prix de remboursement.

Part I : FR0013251840 :

- Montant minimum pour les souscriptions : 1 000 000 euros (*) ;
() A l'exception de la société de gestion, pour qui la souscription minimum est d'une part*
- Valeur liquidative d'origine: 1 000 euros ;
- Organisme désigné pour centraliser les souscriptions et rachats : BP2S ;
- Date et périodicité de calcul de la valeur liquidative: quotidienne, à l'exception des samedis, dimanches, des jours fériés légaux en France et des jours de fermeture des Marchés Français (calendrier officiel d'Euronext Paris SA) ;
- Lieu et modalités de publication ou de communication de la valeur liquidative: dans les bureaux de la société de gestion ou sur le site internet www.sanso-is.com.

TABLEAU RECAPITULATIF DES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES PARTS :

Part	Code ISIN	Affectation des sommes distribuables	Périodicité de calcul de la valeur liquidative	Devise de libellé	Souscripteurs concernés	Fractionnement des parts	Montant minimum des souscriptions
I EUR	FR0013251840	Capitalisation	Quotidienne	Euro	Tous souscripteurs et plus particulièrement les institutionnels	Néant	1.000.000 euros (*) Souscription ultérieure : Néant

() A l'exception de la société de gestion, pour qui la souscription minimum est d'une part*

COMMISSIONS ET FRAIS :

a) Les commissions de souscription/rachat

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises à l'OPCVM servent à compenser les frais supportés par l'OPCVM pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion de portefeuille, au commercialisateur, etc.

COMMISSIONS A LA CHARGE DE L'INVESTISSEUR PRELEVEES LORS DES SOUSCRIPTIONS ET DES RACHATS	ASSIETTE	BAREME de L'OPCVM
COMMISSION DE SOUSCRIPTION NON ACQUISE A L'OPCVM	Valeur liquidative X nombre de part	5 % taux maximum
COMMISSION DE SOUSCRIPTION ACQUISE A L'OPCVM	Valeur liquidative X nombre de part	Néant
COMMISSION DE RACHAT NON ACQUISE A L'OPCVM	Valeur liquidative X nombre de part	3 % taux maximum
COMMISSION DE RACHAT ACQUISE A L'OPCVM	Valeur liquidative X nombre de part	Néant

b) Frais de fonctionnement et de gestion

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPCVM ;
- des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM.

FRAIS FACTURES A L'OPCVM	ASSIETTE	TAUX /BAREME DE L'OPCVM
FRAIS DE GESTION FINANCIERE	Actif net de l'OPCVM	Le taux maximum est de 0.72% TTC
FRAIS INDIRECTS MAXIMUM (commissions et frais de gestion)	Actif net de l'OPCVM	Néant
COMMISSIONS DE MOUVEMENT (TTC)	Prélèvement sur chaque transaction	Néant
COMMISSION DE SURPERFORMANCE (*)	Actif net de l'OPCVM	20% TTC de la surperformance nette par rapport à l'indice (*)

()La commission de surperformance est calculée en comparant l'évolution de l'actif de l'OPCVM à celui d'un fonds fictif de référence réalisant la performance de son indicateur de référence, l'indice MSCI World Index Euro, dividendes réinvestis et enregistrant les mêmes variations de souscriptions et rachats que le fonds réel. Cette commission est payable annuellement. Elle sera prélevée pour la première fois à la clôture du premier exercice de l'OPCVM, et ensuite à chaque fin d'exercice. La commission correspond à un pourcentage de la différence positive entre l'actif du fonds réel et celui du fonds fictif de référence, appréciée sur la durée de l'exercice comptable. Cette différence fait l'objet d'une provision, ajustée à chaque établissement de la valeur liquidative. En cas de sous-performance de l'OPCVM par rapport à son indicateur de référence entre deux valeurs liquidatives, la provision pour commission de surperformance est réajustée par une reprise de provision plafonnée à hauteur de la provision existante. Il n'y aura pas de provision pour commission de surperformance en cas de performance négative de l'OPCVM. En cas de rachat de parts de l'OPCVM, la quote-part de la provision pour commission de surperformance est acquise à la société de gestion. La performance calculée de l'OPCVM est nette, c'est-à-dire évaluée après paiement des frais de gestion fixes.*

PROCEDURE DU CHOIX DES INTERMEDIAIRES :

Le référencement d'un nouvel intermédiaire et la mise en place d'une autorisation par type de marché ou d'opération font l'objet d'un examen préalable approfondi de la qualité de l'intermédiaire. Les facteurs pris en compte pour définir la qualité d'un intermédiaire sont notamment son actionnariat, la nature des opérations à traiter, le marché de la transaction, la qualité d'exécution de l'ordre, le coût de la transaction. Les contreparties sont sélectionnées par la société de gestion de portefeuille dans le cadre de sa politique de meilleure sélection et dans l'intérêt des porteurs. Pour toute information complémentaire, les porteurs peuvent se reporter au rapport annuel de l'OPCVM.

4. INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

MODALITES D'INFORMATION DES PORTEURS :

Communication du prospectus, des derniers documents annuels et périodiques :

Le prospectus de l'OPCVM ainsi que les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de SANSO Investment Solutions, 69 boulevard Malesherbes, 75008 Paris – France.

Modalités de communication de la VL : La valeur liquidative peut être consultée dans les bureaux de la société de gestion ou sur le site internet www.sanso-is.com.

Information en cas de modification des modalités de fonctionnement de l'OPCVM :

Les porteurs sont informés des modifications apportées aux modalités de fonctionnement de l'OPCVM, soit individuellement, soit par voie de presse soit par tout autre moyen conformément aux instructions AMF 2011-19.

Les informations sur les critères relatifs au respect des objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance (ESG) sont disponibles sur simple demande écrite du porteur auprès de SANSO Investment Solutions, 69 boulevard Malesherbes, 75008 Paris – France.

5. REGLES D'INVESTISSEMENT

L'OPCVM applique les ratios réglementaires définis par l'article R214-1-1 et suivants du Code Monétaire et Financier.

Les principaux instruments financiers et techniques de gestion utilisés par l'OPCVM sont mentionnés dans le chapitre 3.2 « Dispositions particulières » du prospectus.

6. RISQUE GLOBAL

La méthode de calcul de l'engagement sera utilisée pour l'OPCVM.

7. REGLES D'ÉVALUATION ET METHODE DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

7.1 – DESCRIPTION DES METHODES DE VALORISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

L'OPCVM est valorisé en cours de clôture. Toutes les valeurs mobilières qui composent le portefeuille ont été comptabilisées au coût historique, frais exclus. La devise de valorisation de l'OPCVM est l'euro.

a) Actions, titres de créances et valeurs assimilées :

- **Les titres et valeurs négociées sur un marché réglementé sont évalués :**
 - Marchés français, zone Europe, zone Amérique, japonais et zone Pacifique : au cours de clôture de la veille du jour de valorisation.
- **Les titres et valeurs mobilières non négociés sur un marché réglementé sont évalués** à leur valeur probable de négociation, sous la responsabilité de la Société de gestion.

b) Les parts ou actions d'OPC :

Les OPC inscrits à l'actif du fonds sont valorisés à la dernière valeur liquidative connue le jour du calcul de sa valeur liquidative.

c) Devise :

Les avoirs en compte, les cours des titres et autres valeurs exprimées en devises étrangères sont convertis dans la devise de comptabilité de l'OPCVM suivant les informations diffusées par Bloomberg sur une plage horaire compatible avec les modes de valorisation de l'OPCVM.

7.2 – MODE D'ENREGISTREMENT DES FRAIS DE TRANSACTIONS

Les entrées de portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition « frais exclus » et les sorties à leur prix de cession frais exclus.

Ces frais s'entendent :

- des frais de gestion financière ;
- des frais d'administration comptable ;
- des frais de conservation ;
- des frais de distribution.

8. REMUNERATION

Conformément à la Directive 2009/65/EC et à l'article 314-85-2 du Règlement Générale de l'AMF, la société de gestion a mis en place une politique de rémunération pour les catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la société de gestion ou des OPCVM. Ces catégories de personnels comprennent les gérants, les membres du Directoire comprenant la direction générale, les preneurs de risques, les personnes exerçant une fonction de contrôle, les personnes qui ont le pouvoir d'exercer une influence sur les salariés, et tous les salariés recevant une rémunération totale se situant dans la même tranche de rémunération que les preneurs de risques et la direction générale. La politique de rémunération est conforme et favorise une gestion des risques saine et efficace et ne favorise pas une prise de risque incompatible avec

les profils de risque de la société de gestion et ne gêne pas l'obligation de la société de gestion d'agir dans l'intérêt supérieur des OPCVM.

La politique de rémunération de la société de gestion, décrivant la façon dont la rémunération et les avantages sont calculés est disponible gratuitement sur demande au siège social de la société de gestion.

Ce prospectus est à jour au 26/06/2017

REGLEMENT DU FCP SANSO CARBON INITIATIVE TRENDS

TITRE I. ACTIFS ET PARTS

ARTICLE 1 – PARTS DE COPROPRIETE

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du FCP. Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du FCP proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du FCP est de 99 ans à compter de la date de versement des fonds, sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Catégories de parts :

Les caractéristiques des différentes catégories de parts et leurs conditions d'accès sont précisées dans le prospectus du FCP.

Les différentes catégories d'actions pourront :

- Bénéficier de régimes différents des sommes distribuables ; (distribution ou capitalisation)
- Être libellées en devises différentes ;
- Supporter des frais de gestion différents ;
- Supporter des commissions de souscriptions et de rachat différentes ;
- Avoir une valeur nominale différente ;
- Etre réservées à un ou plusieurs réseaux de commercialisation.

ARTICLE 2 – MONTANT MINIMAL DE L'ACTIF

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FCP devient inférieur à 300 000 euros; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation du FCP, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-16 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financier (ci-après « RGAMF ») (mutation du FCP).

ARTICLE 3 - EMISSION ET RACHAT DES PARTS

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts du FCP peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport de valeurs mobilières. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du FCP lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le teneur de compte émetteur dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le FCP, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé(e) à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L. 214-8-7 du Code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du FCP est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

Possibilité de conditions de souscription minimale, selon les modalités prévues dans le prospectus :

Le FCP peut cesser d'émettre des parts en application du deuxième alinéa de l'article L. 214-8-7 du Code monétaire et financier dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts ou d'actions émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Ces situations objectives sont définies dans le prospectus du FCP.

ARTICLE 4 - CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

Le calcul de la Valeur Liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus.

TITRE II. FONCTIONNEMENT du FCP

ARTICLE 5 - LA SOCIETE DE GESTION

La gestion du FCP est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le FCP.

La société de gestion agit en toutes circonstances dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le FCP.

ARTICLE 5 bis - REGLES DE FONCTIONNEMENT

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif du FCP ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus.

ARTICLE 5 TER - ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHE REGLEMENTE ET/OU UN SYSTEME MULTILATERAL DE NEGOCIATION

Les parts peuvent faire l'objet d'une admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de négociation selon la réglementation en vigueur. Dans le cas où le FCP dont les parts sont admises aux négociations sur un marché réglementé a un objectif de gestion fondé sur un indice, le fonds devra avoir mis en place un dispositif permettant de s'assurer que le cours de ses parts ne s'écarte pas sensiblement de sa valeur liquidative.

ARTICLE 6 - LE DEPOSITAIRE

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la société de gestion. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion de portefeuille. Il doit le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utile. En cas de litige avec la société de gestion, il informe l'Autorité des marchés financiers.

ARTICLE 7 - LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des marchés financiers, par l'organe de gouvernance de la société de gestion.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de se signaler dans les meilleurs délais à l'autorité des marchés financiers tout fait ou décision concernant l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

- 1) A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;

- 2) A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;
- 3) A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature sous sa responsabilité.

Il contrôle l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion de portefeuille au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes

Il porte à la connaissance de l'Autorité des marchés financiers, ainsi qu'à celle de la société de gestion du FCP, les irrégularités et inexactitudes qu'il a relevées dans l'accomplissement de sa mission.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature et établit sous sa responsabilité un rapport relatif à son évaluation et à sa rémunération.

Il atteste l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

En cas de liquidation, il évalue le montant des actifs et établit un rapport sur les conditions de cette liquidation.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

ARTICLE 8 - LES COMPTES ET LE RAPPORT DE GESTION

À la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du FCP pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs du FCP. L'ensemble des documents ci-dessus est contrôlé par le commissaire aux comptes.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

TITRE III. MODALITES D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

ARTICLE 9 : MODALITES D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du FCP majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont égales au résultat net de l'exercice augmenté des reports à nouveau, majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos et majoré des plus-values réalisées.

La société de gestion décide de la détermination et de l'affectation des résultats. Le FCP a opté pour des parts de capitalisation. Les sommes capitalisables sont égales au résultat net précédemment défini majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus et majoré des plus-values réalisées.

TITRE IV. FUSION – SCISSION – DISSOLUTION LIQUIDATION

ARTICLE 10 - FUSION - SCISSION

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le FCP à un autre FCP qu'elle gère, soit scinder le FCP en deux ou plusieurs autres FCP communs dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

ARTICLE 11 - DISSOLUTION - PROROGATION

Si les actifs du FCP demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des marchés financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre FCP commun de placement, à la dissolution du FCP.

La société de gestion peut dissoudre par anticipation le FCP; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du FCP en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsqu'aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du FCP, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des Marchés Financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des Marchés Financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un FCP peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le FCP et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des marchés financiers.

ARTICLE 12 - LIQUIDATION

En cas de dissolution, la société de gestion ou le dépositaire assume les fonctions de liquidateur; à défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE V. CONTESTATION

ARTICLE 13 - LOI APLICABLE – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Le présent règlement est soumis au droit français.

Toutes contestations relatives au FCP qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, relève de la compétence du Tribunal de commerce de Paris.